

**IDEES & DEBATS**

Nous pouvons mieux gérer les prochaines pandémies

par **Bernard Meunier**

La mémoire collective est souvent courte. Au début de l'année 2020, nous avions oublié la violence des épidémies. La peste, le choléra, la fièvre jaune, le typhus et la grippe dite espagnole étaient associés aux lointaines époques, celle des misères ou des guerres. Seuls des petits groupes informés sur les épidémies virales liées à des coronavirus en 2003 en Chine ou au Moyen-Orient en 2012 ont essayé d'attirer l'attention sur les risques d'une pandémie virale. Ces deux épisodes s'étant éteints sans diffusion rapide à travers le monde, il était rassurant de minimiser le risque, en évitant de prendre des précautions.

De même qu'il y a des crues centennales, il existe des épidémies centennales. Malgré ce risque connu, la pandémie déclenchée par un coronavirus plus agile que les variants précédents a surpris tout le monde et, surtout, pris les gouvernements au dépourvu. Pour lutter contre une maladie qui s'est répandue comme une traînée de poudre sur l'ensemble de la planète, les moyens nécessaires n'avaient pas été pris. Prendre des précautions a un coût. Comment convaincre les gouvernements de la nécessité de se prémunir contre des dangers hypothétiques, au moment où les budgets sont sous pression, et ne le sont-ils pas toujours ? Il est inutile de faire la liste des carences de l'année 2020 en matière de matériel et d'équipements pour comprendre qu'avant la tempête, nous n'avions pas pris de précautions. Seul l'instant comptait !

Que faire sur le plan international ? Plus que jamais, l'OMS doit jouer correctement son rôle d'agence internationale de santé publique pour centraliser et relayer des informations

sanitaires fiables, afin d'aider les gouvernements à prendre des décisions politiques ajustées. Pour éviter les défaillances constatées lors des derniers épisodes épidémiques, il est important que la gouvernance de l'OMS soit à l'abri des pressions exercées par les Etats et ne soit pas un terrain d'enjeux géopolitiques.

De plus, il est essentiel que le plus haut niveau de compétence soit le seul critère pour la désignation de ses dirigeants et experts. Peut-on imaginer que, pour tous les postes de responsabilité à l'OMS, chaque état membre fournisse deux ou trois noms ? Un tirage au sort serait ensuite utilisé pour finaliser la liste des personnes à nommer, cassant ainsi la spirale des rivalités étatiques. Par ailleurs, tous les états membres de l'OMS doivent s'engager à assurer la totale liberté de circulation des données scientifiques et médicales sur les épidémies, ainsi que la liberté de parole des experts, et ce en temps réel. Que faire sur le plan national ? Sans être exhaustif, les stocks de matériel et d'équipement de première urgence ne peuvent être laissés entre les mains d'administrations dont les choix de gestion évoluent au gré du temps. Pourquoi ne pas confier ces stocks stratégiques à l'armée, en lui en donnant les moyens ? C'est « la guerre », nous a-t-on dit à propos de cette crise sanitaire. Pour éviter les improvisations désastreuses, il faut un plan ORSEC sanitaire, avec une direction assurée par des personnes compétentes, à la fois sur le plan médical et organisationnel.

Un dernier point décisif : les grands groupes pharmaceutiques ayant décidé de se focaliser sur quelques maladies considérées comme très rentables ont

été absents de la recherche médicamenteuse ou vaccinale contre les coronavirus. Fort heureusement, les start-up et jeunes entreprises étaient au rendez-vous, ouvrant des voies très originales, dont celle des vaccins à ARN messager. Les pays qui savent cultiver un écosystème entrepreneurial en assurant le continuum recherche-innovation, sont plus efficaces que les autres. La France doit se poser la question de savoir pourquoi nous ne sommes plus de la partie, en dépit des discours. Il est indispensable de restaurer une recherche d'excellence en lien avec un tissu économique vivace, ce qui requiert des décisions et des moyens. Notre pays a une grande aisance à manier le verbe, mais il serait dommage d'oublier l'action.

Bernard Meunier est ancien président de [l'Académie des sciences](#).

Dans une période où la précaution est érigée en principe pour un oui ou pour un non, nous nous sommes retrouvés sans principe et sans précaution face à une pandémie virale prévisible.

